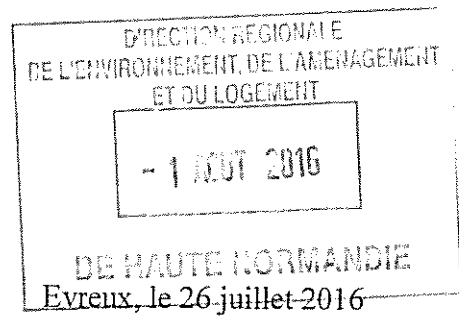


PREFET DE L'EURE



Secrétariat Général

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION, DES ÉLECTIONS,
DU COMMERCE ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
section des installations classées, de l'utilité publique
et de l'aménagement commercial
Affaire suivie par Béatrice Mélo
☎ : 02 32 78 28 26
☎ : 02 32 78 26 38
✉ : beatrice.melo@eure.gouv.fr

Le Préfet de l'Eure

à

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement
et du logement de Normandie

Mme la directrice départementale des territoires et de la mer

Objet : In

stallations classées pour la protection de l'environnement

Comme suite à la réunion du 5 juillet 2016 de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), je vous prie de bien vouloir trouver, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral n°D1-B1-16-767 du 26 juillet 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la société ATEM COURAGE implantée sur la commune de Croth.

Le bureau de la réglementation, des élections, du commerce et de l'utilité publique se tient à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez nécessaire.

Pour le préfet et par délégation,
la chef de bureau



Priscillia RAVILLY

→ UDE
copie sri
le 1/8/16
ce



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n° D1-B1-16-767 imposant des prescriptions complémentaires à la société ATEM COURAGE sur son site implanté sur la commune de CROTH

**Le préfet de l'Eure
Officier de la Légion d'Honneur**

VU

le Code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du Livre V,
la nomenclature des installations classées,
le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure,
le décret du 5 février 2015 nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 septembre 2009 autorisant la société ATEM COURAGE à exploiter un atelier de traitement électrolytique sur métaux,
la circulaire du 8 février 2007 relative aux installations classées, prévention de la pollution des sols, gestion des sols pollués,
la note du Ministre aux préfets du 8 février 2007 relative aux sites pollués et aux modalités de réaménagement des sites pollués,
le rapport établi par PERICHIMIE Environnement référencé aff. : 12 021 -V1- juin 2012 concernant l'interprétation de l'état des milieux et le plan de gestion (approche technique et économique),
le rapport établi par PERICHIMIE Environnement référencé aff. : 12 021 du 7 octobre 2013 concernant le plan de récolement des travaux de dépollution des sols,
le rapport établi par ERI Normandie de février 2016 concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site,
la visite d'inspection du site effectuée le 26 février 2016 par l'inspection des installations classées et le rapport de l'inspection,
le rapport et les propositions du 2 juin 2016 de l'inspection des installations classées,
l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 5 juillet 2016 au cours duquel l'exploitant ne s'est pas présenté,
le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 6 juillet 2016,
l'absence d'observation par le demandeur sur ce projet le 22 juillet 2016.

CONSIDERANT

que les études de sols ont mis en évidence une contamination par des éléments traces métalliques consécutivement à une pratique d'infiltration des eaux issues de l'activité de traitement de surfaces qui s'est prolongée de 1981 à 2003, date de la mise en place d'un système de traitement des eaux par recyclage intégral sur osmoseur et station de traitement,

que 816 tonnes de terres polluées aux éléments traces métalliques sont confinées dans une cellule étanche localisée sur le site de la société ATEM COURAGE sur la commune de Crotth,

que les analyses d'eaux souterraines réalisées au droit des piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3, localisés sur le site de la société ATEM COURAGE sur la commune de Croth, mettent en évidence depuis mai 2010 une contamination par des éléments traces métalliques,

que la surveillance de la qualité des eaux souterraines vise en particulier à s'assurer de l'absence de dégradation de la situation,

qu'en conséquence, il y a eu lieu d'imposer des prescriptions particulières à la société ATEM COURAGE afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure

ARRETE

Article 1 :

La société ATEM COURAGE, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 17 rue de la Garenne à Croth, doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Croth, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les prescriptions de l'acte administratif antérieur en date du 17 septembre 2009 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 :

Au plus tard fin 2017, l'exploitant fait procéder à l'enlèvement, hors site, des terres polluées excavées qui sont confinées dans une cellule étanche sur le terrain du site de la commune de Croth.

Les terres polluées excavées sont, après acceptation préalable, évacuées dans un centre de traitement autorisé et adapté.

Sous 1 mois après l'enlèvement, des prélèvements d'échantillons de terres sur les bords et les fonds de fouilles sont réalisés pour analyses.

Si les résultats montrent la présence de reliquats d'éléments traces métalliques, une analyse des Risques Résiduels est réalisée par un Bureau d'Études certifié.

Article 3 :

L'exploitant réalise avant fin 2017 un bilan de la surveillance des eaux souterraines du site sur les années 2011 à 2016 incluses.

L'exploitant fournit avant fin 2017 à l'inspection des installations classées un bilan des concentrations mesurées, accompagné de commentaires sur les évolutions observées. Les valeurs sont comparées aux valeurs guides en vigueur et aux valeurs retenues pour les calculs de risques de l'analyse des risques résiduels. Le ou les sens d'écoulement des eaux souterraines sont étudié(s). Ce bilan comporte également une étude de leurs éventuels impacts sur des cibles potentielles préalablement référencées.

Ce bilan est réalisé par un Bureau d'Etudes certifié.

Article 4 :

Avant fin 2016, une mesure de COHV (Composés Organiques Halogénés Volatils) sur les eaux souterraines est réalisée.

Les résultats et leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Article 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

2° Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé.

Une copie dudit arrêté est affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités est adressé à la préfecture.

Le même extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Ce même avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Article 7 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le maire de Croth sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée à l'inspecteur des installations classées (DREAL – UD Eure et SRI Rouen).

Évreux, le 26 JUIL. 2016

Le préfet,


Thierry COUDERT